

APC



[Handwritten mark]

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE



DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau Environnement
Pôle ICPE

GRENOBLE, LE 21 DEC. 2007

AFFAIRE SUIVIE PAR : Agnès MICHEL
☎ : 04.76.60.48.89
✉ : 04.76.60.32.57
✉ : agnes.michel@isere.pref.gouv.fr

Le Préfet de l'Isère

à

Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie,
de la Recherche et de l'Environnement
38100 GRENOBLE

A l'attention de M. GUILLET

*Service
No de dossier
+ modif ICPE*

OBJET : Arrêté préfectoral complémentaire.
Société AHLSTROM BRIGNOUD SA à VILLARD-BONNOT et FROGES.

REF. : Votre rapport du 22 novembre 2007.

P. J. : 1.

Comme suite à votre rapport visé en référence, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, au terme de la procédure réglementaire, une copie de l'arrêté complémentaire N°2007-10986 du 19 décembre 2007, réglementant les activités de cette exploitation.

Pour le Préfet
Le Chef de bureau

[Signature]
Philippe BUGUELLOU

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE 19 DECEMBRE 2007

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MICHEL
TEL : 04.76.60.48.89
FAX: 04.76.60.32.57

ARRETE N° 2007-10986 /

LE PREFET DE L'ISERE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1333-4 et R.1333-26 ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953, modifié ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, modifié, notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 2006-1454 du 24 novembre 2006, modifiant la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques relatives aux substances radioactives ;

VU la circulaire du 19 janvier 2004 du ministère de l'écologie et du développement durable, relative aux Installations Classées / Autorisation de détention et d'utilisation de substances radioactives et de dispositifs en contenant ;

VU l'arrêté préfectoral N° 2005-06818 du 21 juin 2005 ayant autorisé la société AHLSTROM BRIGNOUD SA à exploiter une unité de fabrication de non tissés située sur les communes de Froges et Villard Bonnot ;

VU la correspondance de la société AHLSTROM BRIGNOUD SA, du 24 janvier 2005, informant du changement du titulaire de l'autorisation de détenir et d'utiliser des radioéléments au sein de son établissement, délivrée le 11 avril 2005 par l'Agence de Sécurité nucléaire et expirant le 17 septembre 2008 ;

VU la demande de la société adressée à l'inspection des installations classées pour obtenir une réduction des moyens de détection et de défense incendie imposés pour son stockage de matières premières par l'arrêté préfectoral du 21 juin 2005 susvisé ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS), du 4 avril 2006, saisi sur les prescriptions imposées pour ce stockage ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, du 22 juin 2007 ;

VU la lettre, en date du 31 août 2007, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspecteur des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 13 septembre 2007 ;

VU la lettre du 8 octobre 2007, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

VU la réponse de l'exploitant, du 19 octobre 2007 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées, du 22 novembre 2007 ;

CONSIDERANT que depuis la parution du décret n° 2006-1454 du 24 novembre 2006 le stockage des substances radioactives sous forme de sources scellées de la société AHLSTROM BRIGNOUD SA est une installation soumise à autorisation (bénéficiant du droit d'antériorité) relevant de la rubrique n°1715-1, et qu'il convient donc de lui imposer des prescriptions complémentaires réglementant les conditions de détention et d'utilisation de ces sources ;

CONSIDERANT que la demande d'allègement des prescriptions existantes relatives au stockage de matières premières peut être admise au vu des éléments du SDIS précisant que le risque incendie pour le stockage de matières premières est limité compte tenu de la configuration du local et que les ressources hydrauliques sont inépuisables ;

CONSIDERANT qu'il convient donc, en application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, d'imposer à la société AHLSTROM BRIGNOUD SA d'une part des prescriptions complémentaires pour les substances radioactives en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et d'autre part de modifier les dispositions existantes pour le stockage de matières premières ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} – La société AHLSTROM BRIGNOUD SA (siège social : rue Alfred Fredet – 38196 BRIGNOUD) est tenue de respecter strictement les prescriptions complémentaires ci-annexées relatives à l'exploitation de son établissement situé sur le territoire des communes de FROGES et VILLARD BONNOT.

ARTICLE 2 : L'article 1^{er} des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral N°2005-06818 du 21 juin 2005 est abrogé et remplacé par l'article 1^{er} ci-annexé.

ARTICLE 3 : Le paragraphe 6 de l'article 3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral N°2005-06818 du 21 juin 2005 « Dépôt de papiers et autres matériaux combustibles analogues » est supprimé et remplacé par le paragraphe 6 ci-annexé.

ARTICLE 4 : L'article 3 « Prescriptions Particulières » des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral N°2005-06818 du 21 juin 2005 est complété par le paragraphe 7 ci-annexé « Détention et utilisation de substances radioactives sous forme de sources scellées ».

ARTICLE 5 : L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral N°2005-06818 du 21 juin 2005 est supprimée et remplacée par l'annexe 1 ci-annexée.

ARTICLE 6 : Il est ajouté à l'arrêté préfectoral N°2005-06818 du 21 juin 2005 l'annexe 5 ci-annexée.

ARTICLE 7 - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

ARTICLE 8 - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'Inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 9 - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE 10 - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article 34-2 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article 34-3 du décret précité. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 11 - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte des mairies de FROGES et VILLARD-BONNOT pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

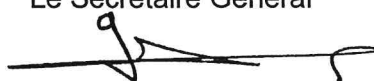
ARTICLE 12 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 13 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 14 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, les Maires de FROGES et VILLARD BONNOT et l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AHLSTROM BRIGNOUD SA.

Fait à Grenoble, le 19 DEC. 2007

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Gilles BARSACQ

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral N° 2007- 10986

En date du 19 DEC. 2007

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Gilles BARSACQ

PRESCRIPTIONS APPLICABLES
à la société AHLSTROM BRIGNOUD SA
communes de
FROGES et VILLARD BONNOT

ARTICLE 1^{er}

1. - La SA AHLSTROM Brignoud dont le siège social est situé à rue Alfred Frédet 38196 BRIGNOUD est autorisée à exploiter dans l'enceinte de son établissement de Brignoud, les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.
2. - Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au paragraphe 1, ci-dessus.
Il vaut également autorisation au sens de l'article L 1333-4 du code de santé publique pour les activités nucléaires mentionnées en son annexe 5 et relevant de la rubrique 1715 de la nomenclature des Installations Classées.
3. - Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées dans les conditions du dossier de demande d'autorisation reçu en Préfecture de l'Isère le 20/02/2003 complété le 17/04/2004 et conformément à l'AM du 03.04.2000 modifié relatif à l'industrie papetière sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
4. - Les dispositions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu à l'article 4 du présent arrêté. La mise en application à leur date d'effet de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet. Les dispositions de l'Arrêté Préfectoral n°2004-11218 du 31/08/2004 restent applicables.
5. - Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de l'Isère avec tous les éléments d'appréciation.
6. - L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1. du Code de l'Environnement.
7. - L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet de l'Isère, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1. du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

6. – Dépôts de papiers et autres matériaux combustibles analogues

6.1 - Les stockages de papiers et autres matériaux combustibles analogues sont disposés de manière à permettre la mise en œuvre rapide des moyens de secours contre l'incendie. En particulier des allées de largeur suffisante sont réservées pour permettre l'accès des services d'incendie et de secours.

6.2. - Une détection automatique est mise en place dans le bâtiment de stockage des produits finis (bâtiment stockage expédition).

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits, objets ou matériels entreposés. Il est conforme aux normes en vigueur.

Les alarmes sont centralisées pour l'exploitation immédiate des informations, lorsque l'ampleur des risques le justifie.

6.3. - Les bâtiments de stockages (matières premières, produits finis, palettes, ...) sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie comprenant :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ;
- des robinets d'incendie armés, répartis dans les bâtiments en fonction de leurs dimensions et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ;
- une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée (bâtiment stockage expédition).

Si la hauteur d'entreposage dépasse 8 mètres, l'installation d'extinction automatique comporte des réseaux intermédiaires.

7 - Détention et utilisation de substances radioactives sous forme de sources scellées

Les sources visées par le présent article sont uniquement utilisées dans les lieux indiqués dans le tableau figurant à l'annexe 2 du présent arrêté.

7.1 Conditions générales de l'autorisation

7.1.1 Réglementation générale

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions applicables au titre des autres réglementations (code de la santé notamment les articles R 1333-1 à R1333-54, code du travail notamment les articles R 231-73 à R231-116) et en particulier de celles relatives au transport des matières radioactives et à l'hygiène et la sécurité du travail. En matière d'hygiène et de sécurité du travail, sont en particulier concernées, les dispositions relatives :

- à la formation du personnel
- aux contrôles initiaux et périodiques des sources et des appareils en contenant
- à l'analyse des postes de travail
- au zonage radiologique de l'installation
- aux mesures de surveillance des travailleurs exposés
- au service compétent en radioprotection

Éventuelles autorisations complémentaires

Une autorisation spécifique délivrée par l'AFSSAPS ou l'ASN (au nom du ministre chargé de la santé publique) en application des articles L.1333-4 et R. 1333-17 à 44 du code de la santé publique reste nécessaire en complément du présent arrêté pour l'exercice des activités suivantes :

- utilisation des générateurs électriques de rayonnements ionisants autres que ceux éventuellement couverts par le présent arrêté,
- activités destinées à la médecine, l'art dentaire, la biologie humaine ou la recherche médicale, biomédicale in vivo et in vitro,
- importation, exportation et distribution de radionucléides, de produits ou dispositifs en contenant,
- utilisations hors établissement des sources radioactives ou appareils en contenant (appareils de gammagraphie ou appareils portatifs).

7.1.2 Modifications

Les installations objet du présent arrêté seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents fournis non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, accompagnés de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

7.1.3 Cessation d'exploitation

La cessation de l'utilisation de radionucléides, produits ou dispositifs en contenant, doit être signalée au Préfet et à l'inspection des installations classées. En accord avec cette dernière, l'exploitant demandeur met en œuvre toutes les mesures pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des risques et nuisances dus à l'exercice de l'activité nucléaire autorisée. En particulier, le chef d'établissement doit transmettre au préfet et à l'institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN) l'attestation de reprise des sources radioactives scellées délivrée par le fournisseur.

Les résidus de démantèlement de l'installation présentant des risques de contamination ou d'irradiation devront être remis à un organisme régulièrement autorisé pour procéder à leur élimination.

7.1.4 Cessation de paiement

Au cas où l'entreprise devrait se déclarer en cessation de paiement entraînant une phase d'administration judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'exploitant informera sous quinze jours le service instructeur de la présente autorisation et le préfet de département.

7.2 Organisation

7.2.1 Gestion des sources radioactives

Toute cession et acquisition de radionucléides sous forme de sources scellées ou non scellées, de produits ou dispositifs en contenant, doit donner lieu à un enregistrement préalable auprès de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, suivant un formulaire délivré par cet organisme.

Afin de prévenir tout risque de perte ou de vol, l'exploitant met en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements de sources radioactives qu'il détient, depuis leur acquisition jusqu'à leur cession ou leur élimination ou leur reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus, établi conformément à l'article R.1333-50 du code de la santé publique et du second alinéa de l'article R.231-87 du code du travail, doit également permettre à l'exploitant de justifier en permanence de l'origine et de la destination des radionucléides présents dans son établissement.

L'inventaire des sources mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN).

Afin de consolider l'état récapitulatif des radionucléides présents dans l'établissement, le titulaire effectue périodiquement un inventaire physique des sources au moins une fois par an.

En application de l'article R. 231-112 du code du travail et de manière à justifier le respect du présent article, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document à jour indiquant notamment pour chaque source :

- les caractéristiques de la source,
- toutes les modifications apportées à l'appareillage émetteur ou aux dispositifs de protection,
- les résultats des contrôles prévus aux articles R231-84 et R231-86 du code du travail.

7.2.2 Personne responsable / service complément en radioprotection

Personne responsable

Conformément à l'article L 1333-4 du Code de la Santé Publique, l'exploitant définit une personne en charge directe de l'activité nucléaire autorisée appelée « personne responsable ».

Le changement de personne responsable devra être obligatoirement déclaré au Préfet, à l'inspection des installations classées et à l'IRSN dans les meilleurs délais.

La personne responsable est chargée de mettre en œuvre les mesures de protection et d'informations des personnes susceptibles d'être exposées aux rayonnements.

Service compétent en radioprotection

En application des dispositions de l'article R 231-106 du code du travail, les personnes compétentes en radioprotection sont regroupées au sein d'un service interne, appelé service compétent en radioprotection, distinct des services de productions et des services opérationnels. Toute modification dans la désignation par le chef d'établissement d'une de ces personnes doit être notifié, attestations de formations à l'appui, à l'inspection des installations classées et au Préfet.

7.2.3 Bilan périodique

L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées et au Préfet, tous les 5 ans, un bilan relatif à l'exercice de son activité nucléaire en application de la présente autorisation. Ce bilan comprend a minima :

- l'inventaire des sources radioactives et des appareils émettant des rayonnements ionisants détenus dans son établissement,
- les rapports de contrôle des sources radioactives et des appareils en contenant prévus à l'alinéa I-4° de l'article R231.84 et R231-86 du code du travail,
- un réexamen de la justification du recours à une activité nucléaire,
- les résultats des contrôles prévus au paragraphe 7.2.5 ci-après.

7.2.4 Prévention contre le vol, la perte ou la détérioration et consignes en cas de perte, de vol ou détérioration

Les sources radioactives seront conservées et utilisées dans des conditions telles que leur protection contre le vol ou la perte soit convenablement assurée. En dehors de leur utilisation, elles seront notamment stockées dans des locaux, des logements ou des coffres appropriés fermés à clé dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible. L'accès à ces locaux, logements ou coffres est réglementé.

Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives, tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) devra être déclaré par l'exploitant impérativement et sans délai au préfet du département ainsi qu'à l'inspection des installations classées et à l'IRSN.

Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'événement.

7.2.5 Protection contre l'exposition aux rayonnements ionisants

L'installation est conçue et exploitée de telle sorte que les expositions résultant de la détention et de l'utilisation de substances radioactives en tout lieu accessible au public soient maintenues aussi basses que raisonnablement possible.

En tout état de cause, la somme des doses efficaces reçues par les personnes du public du fait de l'ensemble des activités nucléaires ne doit pas dépasser 1 mSv/an.

Le contrôle des débits de dose externe à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles au public, dans les diverses configurations d'utilisation et de stockage des sources, ainsi que la contamination radioactive des appareils en contenant est effectué à la mise en service puis au moins deux fois par an par un organisme agréé. Les résultats de ce contrôle sont consignés sur un registre qui devra être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

a/ Signalisation des lieux de travail et d'entreposage des sources radioactives

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité (plan du local avec localisation de(s) la source(s) et caractéristiques et risques associés de(s) la source(s)) sont placés d'une façon apparente, à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. Ces dispositions doivent éviter qu'une personne non autorisée ne puisse pénétrer de façon fortuite à l'intérieur de cette zone.

En cas d'existence d'une zone réglementée délimitée en vertu de l'article R 231.81 du code du travail, la signalisation est celle de cette zone.

b/ Consignes de sécurité

L'exploitant identifie les situations anormales (incident ou accident) pouvant être liées à l'utilisation des substances radioactives par le personnel de son établissement. En conséquence, il établit et fait appliquer des procédures en cas d'événements anormaux.

Des consignes écrites, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures de protection contre les expositions interne et externe,
- déclencher les procédures prévues à cet effet.

Ces consignes sont mises à jour autant que de besoin et révisées au moins une fois par an:

Chaque situation anormale doit faire l'objet d'une analyse détaillée par l'exploitant. Cette analyse est ensuite exploitée pour éviter le renouvellement de l'événement. L'analyse de l'événement ainsi que les mesures prises dans le cadre du retour d'expérience font l'objet d'un rapport transmis aux autorités administratives compétentes.

En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, les services d'incendie appelés à intervenir sont informés du plan des lieux, des voies d'accès et des emplacements des différentes sources radioactives, des stocks de déchets radioactifs ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans le local.

L'éventuel plan d'urgence interne, plan d'opération interne ou plan particulier d'intervention applicable à l'établissement prendra en compte les incidents ou accidents liés aux sources radioactives ou affectant les lieux où elles sont présentes.

Il devra prévoir l'organisation et les moyens destinés à faire face aux risques d'exposition interne et externe aux rayonnements ionisants de toutes les personnes susceptibles d'être menacées.

7.2.6 Dispositions relatives aux appareils contenant des radionucléides

Les appareils contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistants au feu, la mention radioactive, la dénomination du produit contenu, son activité maximale exprimée en Becquerels, et le numéro d'identification de l'appareil. La gestion des sources, conformément au paragraphe 1.2.1 ci-dessus, doit permettre de retrouver la source contenue dans chaque appareil.

L'exploitant met en place un suivi des appareils contenant des radionucléides.

Ces appareils sont installés et exploités conformément aux instructions du fabricant. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant et de la réglementation en vigueur. Le conditionnement des sources radioactives doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

En aucun cas, les sources ne doivent être retirées de leur logement par des personnes non habilitées par le fabricant.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié. La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le registre présente notamment :

- les références de l'appareil concerné,
- la date de découverte de la défectuosité,
- une description de la défectuosité
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise/organisme qui les a accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise/organisme qui l'a vérifié.

7.3 Conditions particulières d'emploi de sources scellées

L'exploitant est tenu de faire reprendre les sources scellées périmées ou en fin d'utilisation, conformément aux dispositions prévues à l'article R 1333-52 du code de la santé publique.

En application de l'article R. 1333-52 du code de la santé publique, une source scellée est considérée périmée au plus tard dix ans après la date du premier visa apposé sur le formulaire de fourniture sauf prolongation en bonne et due forme de l'autorisation obtenue auprès de la préfecture de département.

Lors de l'acquisition de sources scellées chez un fournisseur autorisé, l'exploitant veillera à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont il conserve un exemplaire.

ANNEXE 1

NATURE DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	RUBRIQUES	CLASSEMENT	COEFF DE REDEV
Fabrication de non tissés (assimilée à la fabrication de papier spéciaux)	Capacité de production : 40 t/j	2440	A	1
Combustion au gaz naturel	Puissance thermique maximale = 11,1 MW dont Chaudière : 8,8 MW et sécheurs : 2,3 MW Quantité totale stockée : 7280 m ³ dont stockage produits finis (bâtiment stockage expédition : 6000 m ³ ≈ 300 t)	2910-A2	D	
Dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux analogues	Volume entrepôt : 6 250 m ³ Quantité stockée = 850 t	1530-2	D	
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en entrepôt couvert - Hall matières premières (fibres cellulósiques, fibres synthétiques)		1510-2	D	
Installation de compression	puissance absorbée 150 Kw (2 x 75)	2920-2b	D	
Atelier de charge d'accumulateurs	puissance : 25,15 Kw	2925	NC	
Utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées	2 sources krypton 85 Q= 296 x 10 ⁴	1715-1	A	3

ANNEXE 5

Sources Radioactives

Radionucléides	Activité maximale autorisée en GBq	Type de source	Type d'utilisation	Lieu d'utilisation et/ou de stockage
Krypton 85 ⁽¹⁾	14,8	Scellée	mesure de grammage	machine à papier – enrouleuse
Krypton 85 ⁽¹⁾	14,8	Scellée	mesure de grammage	machine à papier – sizepress

(1) cette source doit être renouvelée avant le 18/06/2014

